l'Heure Française

Troisième Année — N° 62
31 MARS 1956
TOUS LES QUINZE JOURS

PRIX : 35 francs

> Peu de chose nous console, parce que peu de chose nous afflige.
>
> PASCAL.

Directeur Politique : MICHEL TRECOURT — REDACTION : 2 bis, rue de la Baume - Paris (8e) - Tél. ELY. 14-80 — Rédacteur en Chef : J.-A. FAUCHER

LA DANSE DEVANT LES RESPONSABILITÉS

par

J.-L. TIXIER-VIGNANCOUR

Député des Basses-Pyrénées

LES députés qui ont voté les pleins pouvoirs à M. Guy Mollet, doivent suivre avec une certaine angoisse l'usage qui en est fait. Dans mon dernier article je notais que jusqu'ici seule la saisie de FRATERNITE FRANÇAISE avait marqué en Algérie l'exercice d'une puissance supérieure à celle du gouvernement de Louis XIV.

Mais voici que M. Robert Lacoste, qui se trouve au contact de ces fameuses réalités tant détestées des socialistes, se décide à demander 100.000 hommes de renfort. Aussitôt M. Mendès-France, qui poursuit en Algérie le travail de termite de la puissance française qu'il a si bien réussi en Indochine et en Tunisie, s'oppose à l'envoi de ces renforts. D'autre part, le Comité Directeur du Parti Socialiste marque sa désapprobation pour une mobilisation de tous les moyens militaires actuellement disponibles. Tout ceci, parce que « L'Humanité » et le Parti Communiste menacent tous les matins M. Guy Mollet s'il se décide à réduire la sédition algérienne.

Pour peu que M. Bourguiba et le Sultan du Maroc, excellents amis de M. Mendès-France, exigent la recherche d'interlocuteurs valables en Algérie, M. Guy Mollet, certain pourtant d'avoir raison sur le plan national, retombera dans ses incertitudes et ses hésitations de Secrétaire Général de la S.F.I.O.

Or, dans toutes les parties de l'Algérie, faute de moyens suffisants, il n'est pas de jour où des détachements français ne tombent dans des embuscades et ne subissent des pertes. Tout soldat français qui meurt en ce moment en Algérie est victime du manque de courage du Gouvernement à qui il était indispensable de refuser des pleins pouvoirs dont il était facile de prévoir qu'il n'userait point.

Mais où l'action du Gouvernement se révèle plus menaçante encore pour l'économie française et pour la monnaie, c'est dans le domaine fiscal. 135 milliards d'impôts nouveaux sont prévus pour accorder 2.600 francs par mois à plus de quatre millions de personnes âgées. On peut se demander si d'autres formules n'auraient pas pu être essayées qui se seraient révélées moins coûteuses et plus efficaces. Il est en effet à la portée de tous les démagogues de promettre pendant la campagne électorale, de tenir les promesses avec l'argent des contribuables, d'enlever à ceux-ci toute faculté d'expansion ou d'épargne et finalement, par la hausse du coût de la vie et l'abaissement de la production, de reprendre aux vieux plus qu'il ne leur a été donné.

Il faut que l'on sache que surtaxer l'activité des Entreprises porte atteinte au niveau des salaires et à la solvabilité de l'Etat ; surtaxer la réalisation et l'emploi de l'épargne, c'est porter atteinte au seul levier réel de l'expansion économique ; surtaxer les dépenses d'automobile ou de logement, c'est provoquer une incidence étendue sur l'activité économique.

Il faut que l'on sache par contre que depuis deux mois le Gouvernement a gardé le silence sur les conséquences à tirer du rapport de la Cour des Comptes pour éviter à l'avenir le gaspillage et même le pillage des deniers publics ; qu'il a gardé le silence sur la nécessité d'une réforme fiscale, sur la réforme de l'assiette de l'impôt, supprimant tout à la fois les exonérations et les fraudes ; qu'il a gardé le silence sur la définition d'une politique financière alors que, devant le corps électoral, le parti socialiste s'affirmait possesseur d'une remarquable doctrine.

Jamais peut-être un gouvernement dirigé par le parti socialiste ne se sera avéré aussi incapable de porter remède à l'une quelconque des menaces qui se révèlent aujourd'hui.

Il est regrettable que ce soit la France qui fasse les frais de l'incompétence et de la médiocrité de ses gouvernants.

La république des notables avait ses défauts. Elle était supérieure à la république des minables.

Guy MOLLET ou l'empirisme torturé

par Michel TRÉCOURT

CE ministère, coincé entre une opposition modérée d'ailleurs inconsistante et un front populaire obsessionnel, signifie beaucoup plus un relais qu'une véritable expérience. Guy Mollet, chacun le reconnaît, est intellectuellement un honnête homme et semble, somme toute, assez dégagé de ce cléricalisme marxiste dont sont empreints la plupart de ses congénères de la S.F.I.O. et auquel n'arrivait pas à échapper Léon Blum, malgré sa culture.

Prisonnier de la réalité politique, il n'ira pas jusqu'à prétendre, comme le fit le « prophète » de 1936, que si les faits sont en opposition avec ses idées, ce sont les faits qui ont tort. Le drame de l'Afrique du Nord, les sortilèges de la coexistence avec la Russie et une certaine tendance économico-sociale sont les pierres d'achoppement de ce gouvernement condamné à un réformisme médiocre. Guy Mollet aurait sûrement préféré participer à un cabinet d'union nationale de type classique plutôt que de se plier à cette politique empirique qui oppose à lui les militants de la S.F.I.O. Il prend en effet dans le second cas une plus grande responsabilité.

Le 6 février algérois, auquel il lui est reproché par les sectaires d'avoir cédé, a peut-être été son chemin de Damas. Parti pour imposer la loi progressiste des doctrinaires en lustrine de Bécon-les-Bruyères aux affreux colonialistes, il est revenu bouleversé et décidé à faire son devoir d'homme d'Etat. Pour Monsieur Homais c'est une concession à la réaction. Pour la France ce fut un miracle. C'est ainsi que cette opinion veule du pays légal a accepté, d'un cabinet socialiste, des mesures militaires et l'usage des pleins pouvoirs qu'elle eut refusé à un ministère modéré. Le parti communiste, dont la tactique est échelonnée dans le temps, a même consenti à lui apporter ses voix, calculant que la diplomatie de Monsieur Pineau compensait largement l'attitude de Monsieur Lacoste vis-à-vis des fellagahs.

Le neutralisme du Quai d'Orsay, malgré ses dénégations verbales, accentue, sous le travesti de l'indépendance, la décomposition de l'Occident. L'axe Londres - Paris - Belgrade - Tel-Aviv - New-Delhi dont nous avions entrevu le tracé, Mendes regnante, prend figure. Nehru devient le directeur de conscience de Pineau. Tito sera choyé à Paris dans quelques semaines et, pour ne pas le froisser, le roi Pierre de Yougoslavie est invité à s'abstenir de figurer à la grandiose cérémonie de Saint-Denis le 8 mai prochain. Des armes seront fournies à Tel-Aviv pour faire pièce à la Ligue Arabe. Les déboires de l'Angleterre en Jordanie et à Chypre resserreront les liens traditionnels des socialistes avec les affairistes de Sa Gracieuse Majesté. La collusion orchestrée avec Israël effacera le souvenir de l'entrevue avec Nasser au même titre que les pleins pouvoirs prennent une allure républicaine lorsqu'ils permettent de perquisitionner chez les Poujadistes d'Alger.

Au comptant, la politique Mollet paraît céder à une vue traditionnelle des choses ; à terme, elle accentue la décomposition générale. Une preuve supplémentaire en est fournie par l'imagination débordante de notre grand argentier Ramadier.

Pour cette soif de progrès social qu'un gouvernement dit de gauche se doit d'étancher, sans jamais d'ailleurs résoudre les vrais problèmes, le Ministre des Finances augmente le prix de l'essence et du papier timbré, frappe l'automobile, la propriété immobilière et les droits de succession. Les privilèges du grand capitalisme sont respectés et les classes moyennes un peu plus laminées. Ces méthodes ne sont vraiment plus à la taille du siècle et des événements.

Pour se maintenir entre l'aimantation du communisme souriant et la pente du conformisme modéré, le parti socialiste au pouvoir est la proie d'un empirisme torturé. Il est né du capitalisme libéral. Il s'est épanoui dans la décomposition du parlementarisme bourgeois. Il s'effraie à son déclin de l'ombre du communisme, son enfant naturel. L'avenir de ce parti est derrière lui.

L'héritage de cette générosité dont son adolescence rayonnait devra être recueilli par les nouvelles disciplines de pensée de l'humanisme occidental quand il parviendra à la réconciliation du Travail avec la Nation, et qu'il aura rejeté une doctrine intrinsèquement malfaisante.

Le MAROC, la FRANCE et l'ESPAGNE

par J.-A. FAUCHER

Madrid... février 1956.

JUSQU'AU dernier moment, l'Espagne officielle a douté de la visite du Sultan Mohammed V. Au ministère des Affaires Etrangères de Madrid, nul ne comprend rien à la politique marocaine de l'Espagne qui demeure une affaire personnelle entre le général Franco et le général Garcia Valino. Toutefois, on accepte sans peine d'y poser avec une certaine intelligence les données du problème.

Depuis la conclusion des derniers accords franco - marocains, l'Espagne n'a plus aucun titre légal pour justifier sa présence au Maroc. Elle y fut établie en vertu d'un accord conclu avec la France et qui découlait lui-même des accords passés directement par la France avec le Maroc. Le jour où la France a accordé au Maroc l'indépendance dans l'interdépendance, l'Espagne est devenue au Maroc un occupant de fait.

Et le général Garcia Valino n'a cessé de répéter au général Franco que si le Sultan Mohammed V proclamait solennellement à la face du monde l'indépendance totale du Maroc espagnol, l'armée espagnole aurait seulement vingt-quatre heures pour quitter les lieux. Il n'a donc cessé de préconiser l'ouverture de négociations directes avec le Maroc. Toutefois, cette initiative de l'Espagne semble arriver un peu tard et si, au Ministère des Affaires Etrangères de Madrid, on ne paraît pas décidé à reconnaître à la France le droit d'apparaître en tiers dans cette négociation, on se demande en vérité comment il se pourrait que le Maroc, uni à la France par des liens d'interdépendance puisse ne pas l'inviter à assister pour le moins au dialogue hispano-marocain.

Il convient d'ailleurs d'observer que le général Garcia Valino fut excellent diplomate en cette affaire et qu'en refusant de signifier pu-

(Voir suite page 8)

Sommaire

Page 2 :
- *Les Echos.*

Page 3 :
- *Offensive soviétique en Angleterre.*

Pages 4 et 5 :
- *Notre document de la quinzaine :* L'AFFAIRE DES FUITES.

Page 6 :
- *L'exemple de « Vigilance ».*

Page 7 :
- *Mounier et sa génération.*
- *Nos chroniques littéraires.*

Page 8 :
- *Le Bloc-Notes.*

Bibliothèque de Sciences Po

ÉCHOS...

« Le Temps » de Paris

On apprend que M. Dominique Pado quitterait vraisemblablement « L'Aurore » pour poursuivre au « Temps de Paris » les campagnes qu'il avait menées sur le Maroc contre les sentiments de M. Lazurick.

Certains y voient une preuve de plus que M. Boussac quitterait l' « Aurore » et changerait de cheval.

Paris-Match

Tout arrive :

« Paris-Match » va nous offrir un morceau de choix : un hommage à Jeanne d'Arc. Il sera signé : Winston Churchill.

On attend, à titre de réciprocité, que M. Mendès-France accorde au « Times » un hommage à l'évêque Cauchon.

Jours de France

« Jours de France » du 24 mars consacre plusieurs pages à l'héroïque armée israélienne.

L'armée israélienne est équipée d'avions « Mystère ».

« Jours de France » et « Mystère » sont des productions Marcel Dassault.

« Jours de France » sera l'un des journaux les plus favorables à un pacte d'assistance mutuelle France-Israël.

Paris-Presse et R.G.R.

M. Corniglion-Molinier introduit M. Bernard Lafay à « Paris-Presse ».

En revanche, M. Bernard Lafay introduit M. Bloch-Dassault au R.G.R.

M. Bloch-Dassault sera candidat R.G.R. aux prochaines élections sénatoriales dans la Seine.

Le Temps de Paris

On apprend que M. Jean Créach, échappé du « Monde », occuperait un poste important dans la nouvelle équipe du « Temps de Paris ».

M. Jean Créach fut expulsé d'Espagne l'an passé pour avoir participé d'un peu trop près au complot de l'Opus Dei.

Dès lors, il se pourrait que « Le Temps de Paris » éprouve quelques difficultés à se faire diffuser dans les kiosques de Madrid.

Les Livres

« CHRONIQUES de la QUATRIÈME »

S'IL est un critique politique qui ait pu résister à la tentation de la partialité, qui pourtant serait bien excusable du fait de ses origines intellectuelles, c'est bien E. Beau de Loménie. Certes il n'a pas toute la célébrité qui accompagne généralement le pamphlétaire ; c'est que justement, cette impartialité qu'il veut professer, ne peut que lui attirer haines et envies. Sous sa plume chaque homme politique apparaît dépouillé de toute la mise en scène dont cette espèce, les parlementaires en particulier, est coutumière. Il dégonfle les baudruches, montre leurs contradictions, leur indigence morale et intellectuelle ; derrière la façade électorale il dégage la réalité de leur action, faite de compromis et non d'idéaux.

Mais, aussi bien, il peut remodeler la figure d'un homme qui mérite son admiration par une conduite qui fut toujours rigoureuse, propre, sans pour cela se laisser aveugler. C'est-à-dire que son talent, essentiellement un style de grande clarté et une analyse très logique des faits, est mis au service d'un sens aigu de la vérité historique.

Son dernier ouvrage, « Chroniques de la Quatrième » (1), n'est qu'un recueil d'articles parus dans différentes revues, et dont l'intérêt réside dans l'étalement de ces études sur une dizaine d'années, ce qui permet à l'auteur de dresser un tableau significatif du régime à l'aide de quelques critiques écrites lorsque l'événement était encore chaud. Nous en retiendrons deux, qui traitent de deux hommes ayant marqué leur époque.

Le général de Gaulle, d'abord, cet être complexe, d'une violence orgueilleuse, vaniteuse même, jamais rassasiée, qui fut prêt, toujours, à toutes les palinodies pour se maintenir au pouvoir. Beau de Loménie, d'ailleurs, admet volontiers, que cet homme, à un certain moment de sa vie, eut une attitude assez belle, due à cet orgueil. Mais ensuite, maniant avec dextérité le scalpel, l'auteur nous montre les étapes successives qui menèrent un général hautain et refusant la défaite, à un homme politique prêt à servir tantôt l'Angleterre tantôt les Soviets, parce qu'incapable de dominer l'événement ou les hommes, et qui finit par restaurer un régime qu'il n'approuvait pas, par vendre un Empire qu'il aurait dû défendre. Et ceci, jusqu'à son nouveau retour à la politique, en 1951, dernière contradiction de cet homme, qui lutta alors contre un système politique qu'il avait fondé.

Autre étude intéressante, celle qui est consacrée à Charles Maurras. La critique sera cette fois-ci placée sur le plan intellectuel. Il faut s'incliner, bien sûr, devant la haute figure de Maurras, devant son intransigeance et sa probité. Ce sur quoi nous pouvons élever une protestation, c'est sur la possibilité de donner une valeur absolue à la raison, et par là, de construire logiquement tout un système politique en partant d'un postulat difficile à admettre, à savoir que l'homme ne change pas. Et en vérité la seule faille de Maurras fut bien d'avoir ignoré la valeur de l'évolution en histoire, ce qui le condamnait à l'échec parce que l'homme auquel il s'adressait n'était pas l'homme auquel s'appliquait sa théorie.

Citons encore de féroces études sur Jean Paulhan, sur Jean-Paul Sartre, et sur Jean Monnet, devenu on ne sait trop sur quelles références, le maître de l'économie française. Beau de Loménie nous montre le vrai visage d'hommes qui sont à la mode depuis 1944, et qui ne restent dans les hautes sphères que grâce à d'innombrables habiletés.

F. MORETTI.

(1) Editions Denoël.

...ÉCHOS

Le Kremlin commande, les « Presses Universitaires » obéissent.

Les « Presses Universitaires de France » passaient pour une maison d'édition respectable. Elles ont édité en 1955, une « Histoire de la Hongrie » par Emile Tersen, communiste agrégé de l'Université.

Jusqu'ici, cela pouvait n'être qu'une imprudence, encore que les imprudences de ce genre soient singulièrement fréquentes aux « Presses Universitaires ».

Mais voici autre chose. Emile Tersen avait, dans ce livre, écrit une page 117 qui parlait des complots antisoviétiques ourdis en Hongrie en collusion avec le gouvernement de Tito.

La vérité officielle de Moscou ayant changé au sujet de Tito, tous les fidèles du Kremlin se devaient de faire automatiquement disparaître une considération de ce genre.

Mais on peut s'étonner que la stricte discipline de pensée qui s'impose aux fidèles du Kremlin s'impose aussi automatiquement aux « Presses Universitaires ».

La page 117 a été découpée, et une autre page 117 collée à la place, où la collusion reprochée à Tito a disparu.

L'agrégé de l'Université s'est-il convaincu de s'être trompé sur Tito ? Il aurait été simplement loyal de le dire, au lieu de faire subrepticement disparaître la trace de son erreur.

Quant aux « Presses Universitaires », qui emploient de telles méthodes, et qui manifestent une telle soumission aux ukases intellectuels du Kremlin, les voici publiquement disqualifiées, une fois de plus malheureusement.

•

La Grande-Bretagne donne l'exemple.

Le Livre Blanc de la Commission Consultative du Parlement de Grande-Bretagne chargée d'étudier la réforme des mesures de sécurité, vient de conclure à l'élimination des communistes de tous les postes intéressant la Défense Nationale.

Des députés travaillistes faisaient partie de cette Commission.

Il faut souligner que les Britanniques jugent ces mesures indispensables alors que le Parti communiste britannique représente une petite minorité. D'autre part, la Grande-Bretagne n'a pas comme nous la guerre à ses portes. Saurons-nous tirer de cet exemple les conclusions qui s'imposent ?

•

L'opinion de M. Segui sur la dictature soviétique.

Le Président du Conseil italien, M. Segui, n'accorde aucun crédit aux affirmations selon lesquelles l'U.R.S.S. abandonnerait les méthodes de la dictature stalinienne et se « démocratiserait ».

1° Une dictature n'est pas fonction du nombre de personnes qui l'exercent. En devenant collective, la dictature ne cesse pas d'être une dictature.

2° Les auxiliaires des bourreaux sont eux aussi des bourreaux.

•

Les doléances de Nehru.

Quand M. Pineau l'a rencontré, Nehru était bien déçu par les Soviets. Il a confié à son interlocuteur français que le voyage de Khrouchtchev et Boulganine aux Indes avait porté des fruits amers et peu conformes à l'amitié rêvée.

Si M. Pineau était tenté de faire le Nehru occidental, il saurait du moins, pour le tenir d'une bouche autorisée, à quoi il s'exposerait...

LA CONSTITUTION INCHANGÉE

Ils se « démocratisent »... *De qui s'agit-il ? Des Soviets. Qui dit cela ? Eux, bien sûr, et un peu tout le monde. L'atmosphère est à la détente, à la compréhension, à la confiance. Pourquoi ? Parce que les Soviets viennent d'instaurer chez eux* la constitution la plus démocratique du monde. *En quelle année sommes-nous donc ? Mais en* 1936...

En 1936, *les Soviets « évoluaient », avec un langage singulièrement analogue à celui qu'ils nous tiennent aujourd'hui, vingt ans plus tard.*

Et sans doute, ils ont « évolué » en vingt ans, et ils continueront d' « évoluer », c'est la loi même de la vie. Mais ce n'est pas pour autant vers la démocratie, vers la liberté, vers le respect de la personne humaine qu'ils ont évolué hier ou qu'ils évoluent aujourd'hui.

Aujourd'hui, Moscou nous apprend que Staline avait instauré pendant vingt ans le culte de la personnalité et la dictature. Tels furent donc, d'après les Soviets eux-mêmes, les fruits de la fameuse Constitution stalienne de 1936, *« la constitution la plus démocratique du monde ».*

La Constitution « la plus démocratique du monde » a permis la dictature la plus totalitaire du monde moderne, et cette Constitution est toujours en vigueur.

La dictature stalinienne n'était pas une violation, mais une application *de la Constitution soviétique. Il faut la lire bien superficiellement pour ne point s'apercevoir qu'elle organise un totalitarisme absolu.*

Il faut beaucoup de distraction pour ne pas comprendre ce que signifie son article-clé, l'article 126, *qui commande, explique, limite ou interprète tous les autres.*

L'article 126 *stipule que le parti communiste est* « le noyau dirigeant » *de tous les organismes et organisations soviétiques, organismes d'Etat ou organisations de travailleurs, tous* légalement, *tous* constitutionnellement *placés sous sa direction et son contrôle.*

C'est tout et cela suffit.

Le Parti est unique, sa compétence est universelle, son pouvoir est illimité, rien ne peut exister légalement qui lui fasse contre-poids ou seulement se tienne à l'écart de lui. La direction du Parti peut être personnelle ou collective, rassemblée en une main ou disputée entre plusieurs : mais la constitution la plus totalitaire du monde *reste en vigueur. Voilà ce qui n'a jamais changé en U.R.S.S., sinon pour se renforcer constamment.*

Les députés soviétiques.

Duclos raconte que les députés soviétiques peuvent à tout moment être rappelés et destitués par leurs électeurs mécontents. Telles sont les institutions du pays « le plus démocratique du monde », l'U.R.S.S.

Mais Duclos ne dit point que :

1° On ne cite pas souvent de députés soviétiques ayant été ainsi effectivement rappelés.

2° Le mécontentement des électeurs ne peut se manifester que par la voix et le moyen du Parti communiste et de ses diverses « organisations ».

3° On ne voit pas pourquoi enfin, les électeurs soviétiques seraient mécontents d'un député plutôt que d'un autre : en effet, les députés soviétiques siègent huit jours par an et votent tous pareil.

TÉMOIGNAGE

De la lettre du journaliste M.R.P. André Noël, nous extrayons le texte suivant :

EN TOUTE BONNE FOI...

Déposition de M. Mendès-France au procès des « fuites »
(22 mars 1956)

M. Mendès-France :

A la suite de la conversation, M. Baylot demande à M. Pelabon : « Dois-je en parler à mon ministre ? »

J'étais occupé dans mon bureau, voisin de celui de M. Pelabon, et M. Pelabon vint me poser la question.

Je lui répondis, conformément à une décision que nous avions prise la veille, M. Pelabon et moi, de respecter au maximum le secret autour de cette affaire, pour les raisons que je dirai plus tard : « Non, n'en parlez à personne. »

Discours de M. Legendre à l'Assemblée Nationale le 3 décembre 1954

(« J.O. » du 4/12/1954, page 5749)

M. Legendre :

M. Baylot demande à M. Pelabon : « Dois-je en référer à mon ministre ? »

M Pelabon se dirige vers le bureau de M. Mendès-France.

Après quelques instants, M. Pelabon revient et déclare (je cite les propos qui ont été tenus dans leur forme) : « Surtout n'en parlez à personne. »

Et bien, me direz-vous, voilà qui est extraordinaire, mais réconfortant : De cet épisode CAPITAL, M. Mendès-France et M. Legendre ont donné, à 15 mois d'intervalle, exactement la même version, et pratiquement dans les mêmes termes.

Il n'y a qu'un malheur, dont fait foi le « Journal Officiel » (même date, même page, ligne suivante) : Après ce récit de M. Legendre, et avant de le reprendre, MOT POUR MOT, sous la foi du serment quinze mois plus tard, M. Mendès-France, alors Président du Conseil, s'est dressé pour déclarer, avec ce ton de sincérité indignée qui n'appartient qu'à lui : « C'EST FAUX ».

EMPRUNT
5 1/2 % 1956
émission limitée
clôture
sans préavis
•
CHARBONNAGES DE FRANCE

Bibliothèque de Sciences Po

Attention au Piège du "Collège unique" en Algérie

par Pierre FONTAINE

LA réforme électorale, c'est-à-dire le « collège unique » en Algérie, est une question VITALE pour la France.

Notre pays pourrait alors être manœuvré dans ses décisions essentielles par un groupement parlementaire colonial.

L'ex-gouverneur général Soustelle avait mis sur pied un projet d'élections algériennes destiné à envoyer 100 députés à l'Assemblée Nationale.

Le « dada » des leaders du Front Républicain fut toujours de remplacer les deux collèges de l'électorat algérien par un collège unique. Etant donné que la proportion des Français et des musulmans est de 1 contre 9, il n'est pas besoin d'être prophète pour pronostiquer une victoire complète des candidats musulmans. Aucun Blanc ne serait élu au collège unique ; **c'est normal et humain.**

Si le projet des 100 députés-Soustelle est conservé et que le collège unique soit appliqué, nous aurons 100 anti-Français partisans de l'indépendance algérienne au Parlement.

Ces élus ne pourront que joindre leurs suffrages aux communistes doctrinaires de l'indépendance algérienne.

La solidarité africaine et coloniale jouera avec les élus des autres départements de l'Union Française.

D'autres parlementaires français sont partisans de ces indépendances coloniales, en particulier les radicaux-Mendès.

Faites le total d'un scrutin secret.

La France serait à la merci d'un bloc gauche-fellagha, même pour ses affaires intérieures.

Il faut oser regarder en face les conséquences du collège unique qui peut sortir d'un décret-loi. Il ne s'agit plus seulement de l'Algérie, mais de la Métropole. **L'issue peut devenir tragique pour une France dont le Parlement aurait une majorité sous l'influence étrangère.**

***

L'éventualité que le destin de la France se trouve entre les mains d'un groupe ou d'une coalition parlementaire antifrançaise qui déplacera la majorité constitutionnelle à son gré, doit dès aujourd'hui fixer l'attention des Français métropolitains.

L'armature constitutionnelle concernant l'Union Française peut devenir un danger pour la Métropole. Si les Territoires d'outre-mer, au nom du pied d'égalité inscrit dans la Constitution, **réclamaient une représentation parlementaire égale et proportionnelle à celle de la Métropole, quelle serait la composition du Parlement avec 43 millions de Français et environ 50 millions d'indigènes d'Outre-Mer ?**

Des élus coloniaux britanniques ne figurèrent jamais à la Chambre des Communes. Le Congrès américain n'a pas de représentants des Hawaï ou de la zone de Panama. Les Cortès n'ont pas d'élus des colonies espagnoles, pas plus que le Portugal. Ces pays n'admettent pas que la législation et le gouvernement intérieur du pays soient viciés par des votes de représentants de pays unis où la plupart des lois viables dans la Métropole ne sont pas applicables sauf arrêtés du Ministère des Colonies ou gubernatoriales. **Allez donc appliquer** une loi française **sur la reconnaissance des enfants adultérins dans les pays à polygamie coutumière ! Condamnera-t-on un Français, en France, naturalisé désormais Marocain et polygame légalement à Rabat ?**

Au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans le gâchis, on s'accumule dans les impasses de l'illogisme et du désordre.

Avec un peu de réalisme, on pourrait encore en sortir.

***

Il existe une complètement inutile Assemblée de l'Union Française qui siège à Versailles et dont le rôle est riant à part celui de procurer une sinécure aux refoulés ou aux camarades de la politique. Cette Assemblée ne peut qu'exprimer des vœux. Les pays de l'Union Française représentés à cette Assemblée sont aussi représentés au Parlement français. **C'est une des joies de la Constitution qui pèse assez lourdement dans le budget des contribuables.**

Il suffirait donc, si l'on désire mettre de l'ordre dans la maison, de supprimer la représentation d'outre-mer au Parlement et de décider que tous les membres de l'Assemblée de l'Union Française seront élus au suffrage universel. Cette sorte de conférence de la Table Ronde discutera des lois propres à appliquer à l'Union Française exotique. Etant entendu qu'un Congrès pourrait réunir Assemblée Nationale et Assemblée de l'Union Française pour des cas à déterminer spéciaux et importants.

Honnêtement, en quoi voulez-vous que les lois françaises intéressent les Chaâmba, les Bombos, les Bantous, les Dankalis, les Canaques et les Maoris protégés par leurs droits coutumiers ? Et faisant ce qu'ils veulent en brousse ou même seulement à 25 km. des villes ? Une association légale ne peut se concevoir qu'avec des individus soumis aux mêmes lois et non bénéficiant de statuts personnels différents les mettant sur un pied d'inégalité au départ. Il est déjà assez cocasse qu'un électeur colonial disposant de trois femmes ait droit à 4 bulletins de vote alors que le Français, réduit par la loi **à une femme, ne dispose que de deux suffrages ! Les privilégiés ne sont plus les Français. Est-ce l'égalité républicaine qu'autoriser aux uns ce qu'elle condamne chez les autres ?**

Déjà, trop de votes importants du Parlement français furent faussés par les suffrages d'élus indigènes d'outre-mer, indifférents parce que la loi ne les touchait pas mais sensibles à la musique du Ministre de l'Intérieur. Il est donc indispensable que la réforme de la représentation d'outre-mer sorte le plus tôt possible pour protéger la Métropole d'une colonisation par les colonies et pour permettre à ces dernières de s'appliquer les lois qu'elles jugent opportunes.

Chacun y trouvera son compte.

Pierre FONTAINE.

LES SYNDICATS EN ALGÉRIE

COMME il fallait s'y attendre, le désir de mettre, en Algérie, les syndicats au service de la politique « nationaliste », si l'on peut user de cette expression, a jeté le désordre et la confusion. Nous en sommes déjà à deux ou trois centrales « nationales » et rien ne dit que cela soit fini.

Jusqu'à ces dernières années, il n'existait dans les départements algériens que des U.D. de syndicats, rattachés à la C.G.T.-F.O., à la C.F.T.C. et à la C.G.T. ; et, bien entendu, aucune de ces unions ne pratiquait la discrimination raciale.

Ce sont les cégétistes qui, les premiers, rompirent avec cette tradition. Sans doute craignirent-ils de se voir devancer par certains militants de la C.I.S.L. qui depuis plusieurs années, essayaient de créer une centrale musulmane, au nom de cet anti-colonialisme simpliste qui est la grande faiblesse du monde libre. En tous cas, en juin 1954, l'Union départementale C.G.T. devint **l'Union Générale des Syndicats d'Algérie (U.G.S.A.),** dont les dirigeants étaient des communistes et des nationalistes. La première centrale Algérienne était fondée.

A la fin de 1955 et dans les premiers mois de cette année, les envoyés de la C.I.S.L. revinrent à la charge, et ils parvinrent à décider un certain nombre de militants syndicaux, inscrits à l'U.G.S.A., à constituer une centrale musulmane sur le nouveau modèle de l'U.G.T.T. et de l'U.M.T. La nouvelle organisation prit le nom **d'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens (U.S.T.A.).** Avec un manque d'élégance dont ils ont déjà fourni maintes preuves, les délégués de la C.I.S.L. avaient agi à l'insu des militants de la C.G.T.-F.O. qui pourtant appartiennent à la même organisation internationale qu'eux.

Malheureusement pour les machiavels au petit pied de l'anti-colonialisme syndical, le mouvement national n'a pas la belle unité que leur imagination candide lui prête. La création de la nouvelle centrale — à laquelle la C.I.S.L. a remis d'importants subsides — a suscité des rivalités. Les nationalistes de l'U.S.T.A. sont des messalistes ; ceux du F.L.N. qui obéissent aux ordres venus du Caire, ont aussitôt exigé qu'on leur remit les millions et la direction de la centrale. Sur le refus des premiers, ils décidèrent le boycott de l'U.S.T.A. et créèrent une deuxième centrale musulmane, **l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.).**

Cependant, l'U.G.S.A. cégétiste, craignant d'être débordée, offre ses bons offices. Elle propose, comme d'habitude, la constitution d'une centrale syndicale algérienne unique, ce qui permettrait aux militants communistes de s'emparer très vite des leviers de commande les plus importants.

OFFENSIVE SOVIETIQUE ★ en Grande-Bretagne ★

par P. HOFSTETTER

ALORS que Selwyn Lloyd, le successeur de Macmillan au Foreign Office, effectuait ses premiers exploits de diplomate ambulant et se rendait tour à tour au Caire, à Karachi et à New-Dehli avec le même insuccès partout, et que Morrison, ancien garçon de courses devenu leader travailliste, en voyage d'études en Malaisie, se faisait photographier dans une boîte de nuit de Kuala Lumpur, élégant comme Farouk, un gros cigare entre les doigts, et recevant l'hommage buccal d'une danseuse cubaine aux trois quarts nue, les Soviétiques n'ont pas perdu de temps à exploiter en Grande-Bretagne la situation, l'ambiance, le climat favorables créés par la prochaine visite dans ce pays de Boulgamine et Khrouchtchev. David Brown, qui produit les superbes voitures de sport « Aston-Martin », mais qui est aussi et surtout le roi britannique des tracteurs, vient d'annoncer qu'à la suite de contacts pris lors de la foire de Leipzig il espère pouvoir à nouveau exporter ses machines en Chine communiste. Les envois se feraient via Hong-Kong. Présentement il existe un embargo sur les matières stratégiques à destination de Pékin comme de Moscou. Cet embargo, on le sait, est de plus en plus ouvertement violé par les affairistes occidentaux, et un expert métallurgiste du gouvernement anglais révélait l'autre jour que grâce à ce coupable relâchement, notamment en ce qui concerne les métaux spéciaux, les fours et les creusets spéciaux, l'Union Soviétique avait obtenu de l'Ouest les alliages indispensables à la fabrication des fusées radio-guidées.

L'arrivée inopinée en Grande-Bretagne de Malenkov, à la tête d'une délégation de techniciens et d'électriciens soviétiques invitée par la Centrale Electrique que préside lord Citrine, n'a l'air de rien, et pourtant ! Il est plaisant de savoir que l'ancien dictateur, « démissionné » le 8 février par son maître et beau-frère Khroutchtchev, goûte à quelques libertés que lui refuse son propre régime, qu'il flâne à Windsor, assiste au « Grand National » de Liverpool et passera le week-end de Pâques dans le plus coûteux des hôtels de Brighton. Mais Malenkov n'est pas à Londres pour s'amuser. Il conduit une délégation chargée d'espionner — car l'espionnage, de nos jours, est aussi économique et industriel que politique et militaire — les principales stations électriques et atomiques du pays, et l'on sait qu'il se rendit, comble d'hypocrisie, au centre de recherches de Harwell où œuvrèrent si bien pour le compte de Staline les Klaus Fuchs, Nunn May et autres Pontecorvo ! Malenkov est également à Londres pour préparer et favoriser la pénétration bolcheviste dans les syndicats, dans lesquels les agents de Harry Pollitt sont déjà puissants. Tenir les poste-clés dans les « Trade-Unions » équivaudrait, pour les communistes britanniques, à contrôler l'ensemble de la main-d'œuvre et, par conséquent, à paralyser à leur guise l'effort industriel, à provoquer la chute finale d'un Etat « capitaliste » déjà passablement chancelant.

Malenkov, a-t-on prétendu dans la presse, est venu en Grande-Bretagne en « voyage d'essai » avant l'arrivée de Boulganine et Khrouchtchev. Il a servi, en somme, de cobaye. Cela n'a sans doute pas suffi aux Soviétiques. Doutant de l'efficacité des méthodes de Scotland Yard, craignant que le 18 avril prochain l'un ou l'autre des deux cent mille réfugiés des pays de derrière le rideau de fer établis depuis la guerre en Grande-Bretagne ne manifeste un peu rudement son aversion pour les bouchers du Kremlin, ils ont envoyé à Londres, pour superviser les extraordinaires mesures de sécurité qui seront prises, le très sinistre Ivan Serov, chef de la police politique et secrète soviétique. Et là, la perfidie anglaise a battu un nouveau record : comment expliquer, comprendre, justifier qu'un pays qui s'efforce d'étouffer le meeting de protestation organisé par Malcolm Muggeridge, rédacteur de *Punch*, contre la visite Boulganine-Khrouchtchev, qui a emprisonné durant trois ans l'anticommuniste Mosley et qui, officiellement, fait partie de l'O.T.A.N., accueille presque sans broncher pareil individu ? Il faut être assez honnête pour reconnaître que plusieurs organes londoniens ont sévèrement dénoncé le passage de Serov à Londres. Mais Eden a fermé les yeux, son gouvernement ne protesta pas, et, constatation piquante, la plus violente attaque contre le policier soviétique fut délivrée par le *Daily Mirror*, organe socialiste, qui compte au moins un bevaniste dans son équipe.

Avant la guerre, il fut question une fois à Londres d'inviter le maréchal Gœring. Le tollé général qui s'éleva alors, chez les judaïsants, les socialistes et les bellicistes, l'empêcha. A Nuremberg, les Britanniques chargèrent de tous les crimes le même Gœring et, comme si cela ne suffisait pas, ils pendirent Ribbentrop, leur ancien ambassadeur du IIIe Reich. Que se passera-t-il, demain, si, après une nouvelle guerre, Serov tombait aux mains des justiciers de Sa Majesté ? Le bonhomme a de quoi occuper un autre Nuremberg à lui tout seul. Responsable personnellement de la déportation de deux millions de personnes, dont cent soixante-dix mille Baltes, deux cent mille Kalmouks, un million de Caucasiens du Nord, trois cent mille Tartares de Crimée, sans compter des milliers de Polonais et des centaines d'hommes de sciences et de techniciens d'Allemagne orientale, responsable du massacre de centaines de milliers d'Européens de l'Est, de Kœnigsberg à Varsovie et de Riga à Bucarest, Serov est encore le pourvoyeur de la main-d'œuvre des mines d'uranium,

(*Suite page 6*)

Bibliothèque de Sciences Po

Le Document de la Quinzaine

Un Nouveau Scandale :

Le procès de l'affaire des fuites démontre une fois de plus l'effondrement moral et intellectuel de ce que l'on appelle l'intelligentzia. Il fait la preuve aussi de la pénétration insidieuse du Parti communiste dans les rouages du Gouvernement, usant pour cela d'une chaîne de sympathisants. C'est la somme de leurs « petites erreurs » qui finit par faire une trahison.

Afin de donner à nos lecteurs quelques précisions sur cette affaire, nous extrayons ici certains passages du livre de J.-A. Faucher et J.-L. Febvre sur l'affaire des fuites. Ils y trouveront des détails parfois assez grands pour être visibles par un enfant de douze ans.

Que sont donc nos gouvernants ?

LA COURROIE DE TRANSMISSION

... Pierre Semard, qui devait être fusillé par les Allemands, disait un jour :

— Cinq camarades dans une usine ou un laboratoire, le Parti est dans la place, il est renseigné.

La cellule est en effet un corpuscule communiste placé au cœur de la grande machine capitaliste. Il existe des cellules d'usine, d'atelier, de bureau, de magasin. Il existe des cellules de bord qui réunissent dans les ports les marins appartenant au même bâtiment.

Maurice Duverger, qu'on ne saurait classer parmi les écrivains qu'inspire un anticommunisme systématique, a écrit dans son étude sur « Les Partis Politiques » que « la cellule convient parfaitement à l'action clandestine ».

C'est en effet son mérite essentiel.

Mais depuis quelques années, les cellules d'entreprises ont souvent fait appel aux militants pour les grandes campagnes de propagande du Parti. Les militants sont désormais trop connus pour pouvoir fournir à l'appareil les informations qui lui sont utiles.

Les organisations progressistes, qui forment sur la droite du Parti une frange aux frontières imprécises, permettent à ce sujet des contacts plus fructueux qui portent les oreilles du Parti au cœur de la S.F.I.O., du parti radical, de l'extrême-droite gaulliste elle-même et favorisent les confidences les plus graves.

Labrusse était très progressiste. Turpin l'était un peu moins. Mons l'était moins encore. Et la chaîne des confidences aurait pu se poursuivre indéfiniment avec le temps et se prolonger jusque dans le bureau du Maréchal Juin lui-même.

Pourquoi pas ?

Un progressiste trouve toujours un plus progressiste qui le rapproche du Parti.

Et c'est avec une intention fort précise que le Parti communiste a réussi à constituer une cohorte de « compagnons de route », recrutés dans les milieux catholiques qui subissent l'attraction du marxisme, dans les milieux maçonniques qui restent fidèles à ce vieux principe qu'un véritable démocrate ne saurait avoir d'ennemis à gauche.

Qu'est-ce donc qu'un « crypto-communiste » ?

Guilles Martinet, qui est fort compétent en la matière, écrit d'eux :

« Ce sont presque toujours des bourgeois, ou d'anciens bourgeois, qui, à tort ou à raison, pensent que l'avenir du monde est dans le communisme et qui, sans être eux-mêmes de véritables communistes, entendent servir avec loyauté un parti qui est, à leurs yeux, celui de l'avenir. »...

... Tout est possible en ce domaine. Nul ne songerait à prétendre que M. Mendès-France fait ses confidences à Duclos, mais Duclos et Benoit-Frachon s'entretiennent chaque jour avec le progressiste Jean Duret, qui représente la C.G.T. au Conseil Economique. Jean Duret est intime avec l'économiste marxiste Charles Bettelheim et avec son collègue Alfred Sauvy. Bettelheim et Sauvy fréquentent assidument Georges Boris et Boris est le confident de M. Mendès-France...

LE COMMISSAIRE DIDES

... Le Préfet de Police confia la surveillance des activités communistes au commissaire Jean Dides, alors commissaire du quartier et président du Syndicat des commissaires de la Ville de Paris...

... Dides commence alors son travail. Il doit tout reprendre à zéro. Il ne dispose que d'inspecteurs peu initiés. Il piétine. Il se flatte bien d'avoir récupéré quelques-unes des archives de Detmar, cet homme qui organisa de 1936 à 1939 le fichier anticommuniste de Jacques Doriot, sur lequel travaillèrent les services militaires en 1939 et 1940 et qui dirigea ensuite à Vichy le Service de Police anticommuniste...

Survint alors l'évasion de Delarue, que Dides se pressa d'utiliser, couvert en cela par le Ministère de l'Intérieur.

L'AFFAIRE BARANES

... Officiellement, dans les couloirs de la Chambre des Députés, Baranès était un journaliste progressiste. Il était l'ancien secrétaire d'André Sauger ; il assurait plus ou moins régulièrement le secrétariat parlementaire du député progressiste de l'Ille-et-Vilaine, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, et il était, avec Andrée Marty-Capgras et avec Jean Abramovici (alias Jean Avran) de l'équipe des journalistes accrédités à l'Assemblée Nationale par le quotidien *Libération*. Baranès avait pour mission essentielle de glaner les indiscrétions dans les couloirs...

... Or, dans le même temps, on le sait aujourd'hui, Baranès était le principal informateur d'une rubrique du *Figaro*, signée XXX et qui prétendait révéler les secrets du Parti communiste...

... Un beau jour, le préfet Hirsch, alors directeur de la Sûreté Nationale, s'aperçut qu'il payait très cher Baranès pour lui fournir des renseignements qui étaient en même temps diffusés par *Le Figaro* sous la signature XXX. Il coupa aussitôt les crédits de l'informateur...

... C'est sans doute pour présenter un recours au ministre contre la décision du préfet Hirsch, que Baranès demanda à guériteau, ami de Bertaux, de le présenter à Charles Brune. Ce dernier, on le sait, n'imposa pas Baranès à la Sûreté Nationale qui n'en voulait plus, mais demanda au commissaire Dides de l'utiliser...

... Et Baranès pouvait être un auxiliaire d'une exceptionnelle efficacité s'il acceptait de jouer franc-jeu. Il avait su créer, avec l'approbation des chefs communistes, un réseau personnel d'informateurs. Lorsqu'il dirigeait la page d'échos de l'hebdomadaire communiste *Action*, dont Kriegel-Valrimont et Yves Farge furent successivement directeurs, il recevait des indiscrétions de multiples personnalités. Des gens qui fréquentaient alors l'équipe d'*Action*, certains sont devenus des personnages importants de l'Etat...

... Baranès connaissait de longue date Roger Labrusse, chef du service de protection civile au Secrétariat général de la Défense Nationale. Nul n'avait eu besoin de le lui présenter. Labrusse, qui appartenait au Comité directeur de l'Union progressiste, était chez lui dans le journal de son ami d'Astier de la Vigerie. Labrusse venait fréquemment s'asseoir dans le bureau d'Andrée Marty-Capgras afin de bavarder avec elle, et comme André Baranès partageait le même bureau, Labrusse était pour lui une vieille connaissance...

Labrusse et Mons sont deux militants S.F.I.O. Mons devenu membre du Secrétariat permanent de la Défense Nationale, prend Labrusse avec lui.

... Pendant quatre ans, Labrusse va mener une existence double. Il a accès aux plus hauts secrets militaires. Il professe devant les officiers à l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale et le soir, dans le bureau d'Andrée Marty-Capgras, dans celui de Marcel Fourrier ou dans celui de Baranès, il conspire avec les complices parisiens du Viet-Minh...

... Nous sommes en présence de

M. MAURIAC ADHÈRE

M. Mauriac a donné son adhésion à France-U.R.S.S. Cette nouvelle ayant provoqué ce qu'on appelle, en style parlementaire, des « mouvements divers », M. Mauriac a manifesté un certain étonnement devant cet émoi dont les raisons lui échappent. Car, fait-il observer dans un post-scriptum négligent de son article de l'*Express* : « Je n'ai fait que donner mon adhésion à une association culturelle... » Apparemment, M. Mauriac confond France-U.R.S.S. avec les *Annales*. Il faut donc lui rappeler quelques vérités élémentaires dont la première est qu'une Association France-U.R.S.S. incarne une conception un peu particulière de la culture.

Sans doute, l'article 3 de cette Association précise-t-il qu'elle a pour objet « la connaissance mutuelle des deux pays », ce qui, à première vue, n'a rien de répréhensible. Il est bien vrai que France-U.R.S.S. apporte beaucoup de soin à diffuser dans la population française des informations sur l'Union soviétique et qu'elle ne manque pas de moyens financiers pour mettre ce programme en pratique. Mais il n'est pas sans intérêt de se demander — même quand on est académicien — quelle est la valeur de ces informations, si elles correspondent à un souci d'éducation honnête, impartiale. Ici, nous nous contenterons de renvoyer M. Mauriac à une lecture, même un peu sommaire, de la luxueuse revue *France-U.R.S.S.*

« Connaissance mutuelle » dit l'article 3. On connaît l'U.R.S.S. à travers le prisme déformant de la propagande colportée par France-U.R.S.S. Que fait ladite Association pour faire connaître la réalité française aux citoyens soviétiques ? Est-ce qu'elle organise des cours de langue française à Moscou ? Est-ce qu'elle s'occupe d'y diffuser des films français ou des pièces de théâtre ? En aucune façon. Ne soyons pas injustes : de temps à autre, elle organise l'envoi, en Union soviétique, de délégations dont les membres ont été au départ triés sur le volet. Ces délégués, à leur retour, ne nous apprennent rien que nous ne sachions déjà à lire *L'Humanité*, savoir :

1° Le peuple russe veut la paix.

2° Il a un grand amour de la France.

3° Le métro de Moscou est une réalisation grandiose.

Parfois, un audacieux fait une petite restriction. Il va jusqu'à affirmer que « tout n'est sans doute pas parfait... » mais on le tuerait plutôt que d'obtenir de lui une précision supplémentaire.

Voilà pour la culture.

Quant au mécanisme interne de France-U.R.S.S., nous attirons l'attention de M. Mauriac sur l'article 10, qu'il n'est pas sans intérêt pour lui de connaître s'il persiste dans son projet de participer aux délibérations de cet organisme :

« Au sein des réunions, des comités, comme d'ailleurs de quel-

Bibliothèque de Sciences Po

L'AFFAIRE DES FUITES

J.-A. FAUCHER
J.-L. FEBVRE

personnages dont aucun n'est bâti pour tenir le rôle qu'il va devoir assumer dans cette affaire.

Jean Mons n'est pas communiste. C'est un socialiste qui n'a pas le souci de se faire des ennemis à gauche et qui tolère que son chef de cabinet, René Turpin, un intellectuel fatigué, soit un pacifiste libertaire. Turpin qui règne sur les secrets de la Défense Nationale est un antimilitarisme convaincu. Près de lui, Labrusse est un crypto notoire, un véritable compagnon de route du Parti communiste.

Et Labrusse, que pense-t-il de Baranès ?

A coup sûr, il le considère omme un agent communiste ; mais il est également persuadé que Baranès est un personnage influent de l'appareil secret du Parti.

Il considère Baranès comme un agent personnel de Marcel Servin, c'est-à-dire comme un délégué de la commission des cadres du Parti...

L'AFFAIRE LABRUSSE

... Le 28 juin se tient la première réunion du Comité de Défense Nationale à laquelle participent les ministres du gouvernement Mendès-France.

Le 30 juin, Baranès remet un compte rendu complet de cette séance au commissaire Dides.

Ayant reçu de son informateur le procès-verbal d'une réunion du Bureau politique du Parti communiste au cours de laquelle les secrets du Conseil Supérieur de la Défense Nationale avaient été examinés, Dides, qui avait quelques raisons de vérifier l'authenticité du document, s'adressa à son ami Fouchet, ministre des Affaires Tunisiennes et Marocaines. Ce dernier lui confirma que le passage concernant le Conseil de la Défense Nationale suffisait à établir que l'auteur de ce document avait eu connaissance des délibérations secrètes tenues à l'Elysées.

Christian Fouchet en parle à Mendès-France et le Président invite Pélabon, son directeur de cabinet, à prendre l'affaire en mains. Pélabon appelle alors Baylot à l'appareil et lui demande de venir le voir d'urgence.

Lorsque Baylot reçoit le coup de téléphone de Pélabon, il vient tout juste de recevoir le rapport de Dides. Il le met dans sa serviette avec l'intention de se rendre chez le Ministre de l'Intérieur en sortant de chez Pélabon.

Mais Pélabon lui parle aussitôt de « l'affaire ».

— Ce rapport est suspect, lui dit-il. Il a vraisemblablement été communiqué à vos services par des adversaires du gouvernement qui ont voulu jeter la suspicion sur certains de ses membres.

Et Pélabon place le rapport de Dides dans son coffre-fort. Baylot lui fait observer qu'il doit en référer à son ministre. Pélabon quitte alors la pièce en disant à Baylot :

— Je vais voir ce qu'en pense le Président...

Il revient quelques minutes plus tard et dit au Préfet de Police :

— Le Président du Conseil vous donne l'ordre de ne parler de cette affaire à personne.

— Même pas à Mitterrand ?

— Même pas à Mitterrand...

... Dans le même temps, alerté par Dides, le député Jean-Louis Vigier se rend à l'Elysée et informe le général Ganeval, secrétaire général militaire de la Présidence.

Tout le monde est dans le secret, à l'exception du ministre de l'Intérieur. La situation devient cocasse et lorsque Mitterrand l'apprendra, il en ressentira quelque humeur...

... Le 8 septembre, la D.S.T. est chargée de l'enquête par Mitterrand. Son directeur, Roger Wybot, se verra reprocher quelques jours plus tard par la presse anticommuniste de n'avoir jamais amené à son terme aucune enquête sérieuse sur les activités du P.C....

... Le 17, Labrusse déjeune encore une fois chez Baranès et lui apporte quelques renseignements complémentaires sur la réunion du 10.

Le 18 septembre, Dides qui a des doutes sur la valeur de ce document, se rend chez son ami Fouchet pour en vérifier l'authenticité. Il y tombe dans un guet-apens tendu par Wybot. Il est conduit dans les locaux de la D.S.T. Baranès est également interrogé par Wybot. Charles Delarue, technicien de la lutte anticommuniste, est obligé de disparaître et de s'enfuir. Le réseau Dides est décapité. Le commandant de Rességuier est désigné comme juge d'instruction militaire.

Le 19 septembre, l'affaire est révélée à la presse. Le Parti communiste est alerté et il prend immédiatement des mesures de sécurité.

Le 20 septembre, après avoir perquisitionné dans les bureaux du journal communiste *La Terre*, la D.S.T. confronte le rédacteur en chef de ce journal avec Baranès. Baranès est immédiatement chassé du journal *Libération*. Quelques jours plus tard, il sera exclu du Parti communiste. Après avoir réussi ce bel exploit, la D.S.T. libère Baranès sans lui assurer la moindre protection. Or, qu'il ait servi fidèlement le P.C. comme veut le croire Wybot ou qu'il l'ait trahi comme le répète Dides, sa vie est menacée. L'appareil illégal soviétique a le plus grand intérêt à le faire disparaître et c'est pourquoi Baranès demande aux anticommunistes de le protéger...

... Le 26 septembre, Dides est convoqué chez le commandant de Rességuier. L'affaire dès lors semble très grave. Elle ne pourra plus être étouffée. La véritable enquête commence.

Le 28 septembre, une lettre d'information confidentielle, « La Lettre du Cousin Jean », révèle que Wybot a perdu Baranès et ne sait plus où il se trouve.

Le 29 septembre, Roger Wybot laisse à *France-Soir* la liberté d'avouer que Baranès est en fuite. Après *France-Soir*, toute la presse parisienne diffuse cette nouvelle.

Le 30 septembre, un mandat d'amener est lancé contre Baranès. On apprend alors dans la coulisse que René Pleven a fait part à Mendès-France de ses soupçons sur Mons et son entourage. Mendès exige de Mitterrand et de Wybot que l'enquête soit menée dans cette direction. Le Président du Conseil avoue à son entourage que lorsqu'il a négocié à Genève, il s'est aperçu que le délégué vietminh Pham Van Dong en savait, sur les secrets militaires français, beaucoup plus qu'il n'aurait dû.

Le 1er octobre, Turpin et Labrusse sont arrêtés. Jean Mons sera inculpé le lendemain. Il est immédiatement relevé de ses fonctions.

Le 2 octobre, Baranès est arrêté. Alors qu'il fait l'objet d'un mandat d'amener, il est conduit dans les locaux de la D.S.T. et interrogé par Wybot. Mitterrand se tient pendant cet interrogatoire dans un bureau voisin.

Le 4 octobre, la D.S.T. perquisitionne pour la première fois chez d'Astier de la Vigerie et à *Libération*, c'est-à-dire seize jours après que le P.C. ait été alerté. Evidemment, la perquisition est infructueuse...

★

CONCLUSION

... Notre pays vient de réussir un gag colossal. Il a poussé l'exercice de la démocratie jusqu'à la caricature. La France est un pays où le Président de la République est un liquidateur à l'amiable, où le Président du Conseil est un prestidigitateur, où le Secrétaire Général de la Défense Nationale est un vérificateur des contributions qui n'a même pas son galon de caporal, où les marquis siègent à l'extrême-droite. Il y a des catholiques au Parti radical, des francs-maçons au M.R.P., des Vichyssois chez de Gaulle et Mendès-France, des capitalistes et des bourgeois au Parti socialiste, des vicaires au Parti communiste et des communistes un peu partout.

Dès lors, les secrets des uns appartiennent à tout le monde.

C'est bien là, le véritable secret de « l'affaire des fuites » !

A FRANCE-U.R.S.S.

que manifestation que ce soit organisé sous l'égide de l'Association France-U.R.S.S., *toute discussion contraire aux statuts de l'Association est interdite.* Les manquements à cette règle... pourront entraîner l'exclusion. »

Un des buts de l'Association étant d'établir une « collaboration amicale » avec l'U.R.S.S., il s'ensuite que l'article en question permet d'interdire toute critique émise par quelque insolent qui ne serait pas absolument convaincu par la « culture » maison qu'on lui inculque. Critiquer certains aspects du régime soviétique, c'est, en effet, contribuer à envenimer les bons rapports entre le peuple soviétique et le peuple français, et par là faire le jeu des fauteurs de guerre. En d'autres termes, la « collaboration amicale » empêche une connaissance trop précise de la réalité soviétique. Le choix devant lequel se trouvera placé M. Mauriac sera ou de fraterniser ou de s'informer. Ce choix ne sera peut-être pas trop pénible. Depuis quelque temps, en effet, M. Mauriac donne des signes évidents de fraternisation.

Faute d'acquérir une information très étendue et très sûre sur l'Union soviétique, M. Mauriac pourra désormais acquérir quelques notions intéressantes sur des sujets divers auprès des interlocuteurs valables qui composent l'Académie des bonnes relations franco-soviétiques dans le sein de laquelle il vient d'être reçu. Avec M. Grenier, vice-président de France-U.R.S.S., il pourra évoquer la journée du 9 janvier 1940 où cet honorable agent diplomatique des Soviets refusait à la Chambre de rendre hommage à l'armée française en lutte contre l'Allemagne. De M. Joliot-Curie, il obtiendra des précisions intéressantes sur la réalité de la guerre bactériologique en Corée. Du général Petit, vice-président de France-Vietnam, il tirera peut-être quelques éclaircissements sur l'appui accordé par le parti communiste aux troupes d'Ho Chi Minh. Francis Cohen ne manquera pas de l'instruire des beautés du Lyssenkisme et Jean Baby de lui enseigner comment on révise l'Histoire selon les méthodes staliniennes. Enfin, avec l'abbé Boulier, prêtre interdit, M. Mauriac pourra confronter sa bile antivaticane.

Tirons la morale de cette histoire : Pendant plusieurs années, M. Mauriac a montré aux lecteurs du *Figaro* les dangers de l'action communiste. Il traitait là un sujet sur lequel sa culture comportait quelques lacunes. Il croyait sans doute connaître la question mais il ignorait ce qu'était France-U.R.S.S.

Peut-être le savait-il à l'époque. On veut l'espérer. Peut-être *veut-il* aujourd'hui l'oublier. Dans l'*Express* du 21 février, M. Mauriac écrivait ces lignes pertinentes : « Ce qui juge un homme, ce n'est pas qu'il cède à des influences, c'est la nature des influences qu'il subit. Vous avez été retourné ? Soit. Mais qui vous a retourné ? »

C'est là la question que nous retournons à M. Mauriac.

Bibliothèque de Sciences Po

PROBLÈMES DE L'OPPOSITION NATIONALE

LE COMPROMIS NECESSAIRE ET L'EXEMPLE DE "VIGILANCE"

L'OPPOSITION nationale va vers des heures difficiles et peut-être décisives. Ce serait de notre part une erreur impardonnable que de rebuter des groupes ou des organes sympathisants par une critique partiale ou une exagération des divergences de vue.

Néanmoins, nous estimons tout à fait nécessaire d'exposer quelques considérations générales qui sont à nos yeux capitales pour pouvoir apprécier les différentes tendances existant au sein de l'Opposition nationale.

Celle-ci s'est formée jusqu'ici en se basant sur une délimitation dans les idées et non sur une action de masse. Cela correspondait au caractère de la période qui suivit immédiatement la fin de la guerre. Il était légitime que dans une phase de stagnation et de déclin, les groupements montrent toujours plus de penchant à la différenciation et à la lutte interne. Nous avons toujours pensé que la délimitation dans les idées, claire, nette, était absolument indispensable et qu'elle préparait les succès de l'avenir. Mais nous sommes arrivés aujourd'hui à un moment où la nécessité d'un Front des forces nationales doit emporter les différents de second ordre en contribuant à la fusion des tendances amies et proches.

Il est indispensable de se délivrer à tout prix d'un état d'esprit sectaire et ultra qui menace de compromettre l'œuvre de l'Opposition nationale tout entière.

Une expression, achevée en son genre, du point de vue formel de l'extrême droite vient de nous être donnée par M. Jean Silve qui, au lieu de fonder un nouveau journal et de prétendre au rôle de chef de file eut été mieux inspiré, pensons-nous, d'élargir son propre horizon politique.

On a assez répété, et à juste titre, que les groupuscules nationaux étaient trop nombreux. La plupart se sont figés. Ils publient de temps à autres un numéro de journal qui contient des articles tout à fait isolés de la vie française.

En finira-t-ton avec une pareille situation ? Ce qu'il faut, c'est donner au public l'appréciation nationaliste, juste et systématique des événements politiques. Il faut que les idées soient reliées étroitement aux faits de la vie, qu'elles s'accrochent aux événements réels. Tel est l'objet d'un organe comme VIGILANCE qui peut devenir l'instrument utile et irremplaçable de l'élaboration d'une plate-forme justement fondée sur l'expérience de nos amis de Marseille.

Il n'y a pas d'erreur plus grande que de s'imaginer qu'on peut fabriquer une plate-forme en chambre et la proclamer comme les prémices arrêtées de l'action politique.

Non, la plate-forme de combat ne peut que retracer et généraliser l'expérience politique déjà accomplie et créer ainsi les prémisses plus larges de l'avenir.

Blanqui a dit une fois qu'un pas réel du mouvement vaut mieux qu'une dizaine de programmes. Blanqui pensait aux programmes élaborés en dehors de la lutte pour la satisfaction de leurs créateurs.

Ces paroles vieilles d'un siècle s'appliquent on ne peut mieux à la situation actuelle de l'Opposition nationale. En quoi consiste sa faiblesse ? En ce qu'elle « radote » Maurras, La Rocque, Déat, en ce qu'elle ne mène plus de lutte politique, ou qu'elle n'en mène qu'épisodiquement. Cela conduit inévitablement à la formation et au maintien de groupes clos, destinés sur ce terrain à échouer, comme on le sait, à l'épreuve des événements.

La survivance de cet état de choses menacerait de compromettre gravement notre Opposition et de lui barrer pour longtemps la route de l'avenir. La concentration de toutes les forces nationales est indispensable. Un journal comme VIGILANCE nous a montré, sur le plan régional, qu'en rejetant l'esprit de cénacle, avec ses intérêts et ses ambitions mesquines, il était possible de travailler à cette concentration.

Mais une telle politique ne peut être féconde que si nous restons indéfectiblement fidèles aux bases théoriques qui sont les nôtres. Lorsque les différents s'avèrent trop considérables, il n'y a pas d'autre ressource que de les dévoiler et de les soumettre à un examen sérieux. Certains, qui ont adopté une position erronée peuvent alors la corriger. D'autres, au contraire, aggravent leurs erreurs, vont jusqu'au bout, c'est-à-dire se détachent de la position nationaliste. Il en est toujours ainsi dans toutes les discussions approfondies lorsque les désaccords qui n'avaient pas encore pris forme sont vérifiés à la lumière de grands événements. Les controverses permettent aux éléments et aux groupes vitaux de l'Opposition de trouver plus facilement leur juste place et accélérer ainsi le processus d'une cristallisation idéologique.

Le sous-titre de VIGILANCE : « Pour la défense des Français » est foncièrement juste. Cela signifie que dans le regroupement qui se prépare, nous serions entièrement et sans réserve du côté de tous les nationalistes. Et nous devons dès maintenant, en face du public de droite, nous séparer irréductiblement de ceux qui, dans la question capitale de l'INDEPENDANCE FRANÇAISE, adoptent une position équivoque.

Hubert SAINT-JULIEN.

Mouvement Travailliste National

MARSEILLE

DIMANCHE 15 AVRIL

Cinéma « REX », à 10 heures, Rue Saint-Ferréol

GRANDE RÉUNION D'INFORMATION

sous la présidence de

Michel TRECOURT

Président du Conseil National du M.T.N.

avec

Docteur Henry MOREAU

Conseiller Municipal de Marseille

Laurens DELEUIL

Maire de Marignane

Maître PALMIÉRI

Conseiller Municipal de Versailles
Président de l'Association des Combattants Corses

Hubert SAINT-JULIEN

Secrétaire général
des Jeunesses Travaillistes Nationales

Amar NAROUN

Député de Constantine

J.-A. FAUCHER

Secrétaire général du Mouvement Travailliste National

AVIS IMPORTANT

L'HEURE FRANÇAISE prie ses abonnés et lecteurs de vouloir bien prendre note de leur nouveau numéro de chèque-postal :

L'HEURE FRANÇAISE

C.C.P. PARIS 13.449-77

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM ..... PRENOMS .....

ADRESSE .....

Découpez ce bulletin, joignez-y un mandat de :

1 an : 1.000 francs — 6 mois : 500 francs

à adresser à

L'HEURE FRANÇAISE

2 bis, rue de la Baume, PARIS (8e) — C.C.P.P. PARIS 9989.31

C.C.P. PARIS 13.449-77

OFFENSIVE SOVIÉTIQUE EN ANGLETERRE

(*Suite de la page 3*)

du canal Volga-Don et de l'irrigation de Rostov. En 1954, il fit exécuter Béria et lui succéda. Ce bilan n'a pas dégoûté M. Eden, et celui-ci est en principe d'accord que Serov accompagne Boulganine et Khrouchtchev le 18 avril. Pourquoi pas, d'ailleurs, ne pas introduire ce sanglant personnage à la reine Elizabeth, puisqu'aussi bien celle-ci offrira l' « afternoon tea » en son château de Windsor à Boulganine et Khrouchtchev, héritiers des assassins qui massacrèrent le Tsar et son entourage, lesquels possédaient avec la famille dont est issue Elizabeth des liens de parenté assez étroits ?

En arrivant à Londres, Serov demanda immédiatement à Leonard Burt, du Yard, de lui soumettre tous les dossiers relatifs aux organisations anticommunistes de Grande-Bretagne. L'Anglais lui refusa évidemment mais, comme le policier soviétique était entouré, comme il le sera le 18 avril, de nombreux émissaires de la police secrète, il n'est pas impossible qu'il arrive quand même à ses fins : éliminer les plus dangereux adversaires du régime soviétique dans le Royaume-Uni. Tout cela n'a pas dégoûté non plus le Dr Ramsey, archevêque d'York, ni les théologiens anglicans, qui se rendront juillet prochain à Moscou. Car l'offensive soviétique en Grande-Bretagne se déroule sur tous les fronts, dans tous les domaines et par tous les moyens. Et, du moment que ce « royaume chrétien », comme disent les puritains de Holborn, reçoit un Serov, un Khrouchtchev, pourquoi ne pas inviter des représentants de l'Eglise d'Angleterre à Moscou ? Auriol, Attlee, la Comédie-Française, la troupe de Paul Scoffield y ont bien été, et les journaux, dont *Le Monde*, ont fait de la publicité pour aller célébrer Pâques à Léningrad ! Et l'auteur de « Quelle était verte ma vallée » lui-même prend la défense de Burgess et Maclean dans un nouveau livre ! Dans les usines, de jeunes ouvrières embrassent Malenkov, et Serov visite le « Claridge » où descendront vraisemblablement les tyrans moscovites. On ferme le bec à Muggeridge et aux anticommunistes. L'ambassadeur anglais à Moscou parle tourisme à la TV soviétique. On publie un bouquin sur Himmler pour faire oublier Katyn. Et Eden, selon un collaborateur du *Standard*, est « le meilleur premier ministre que nous ayons ». Sera-t-il celui d'une Angleterre, non bolchevisée mais philo-soviétique, traîtresse à l'Occident, fidèle à l'immonde tradition de Yalta établie par les Roosevelt et les Churchill ?

P. HOFSTETTER.

LE COMMUNISME, FAIT POLITIQUE

LES élections aux Comités d'entreprise chez Citroën et chez Peugeot ont déçu ceux qui misent sur les réformes sociales pour faire barrage au communisme. Dans ces deux entreprises, des avantages importants ont été obtenus, il y a quelques mois, ici par convention, là par décision unilatérale, et ceux qui pensent que le problème communiste n'est qu'un problème de salaire, imaginaient que les élections au sein de l'entreprise seraient moins favorables à la C.G.T. que deux ans plus tôt.

L'événement leur a donné tort, comme l'avaient fait les élections du 2 janvier, qui survenaient dans une période de stabilité des prix et de montée continue des salaires. La politique économique et sociale poursuivie à partir de 1952 a servi les intérêts des salariés plus qu'aucune autre depuis longtemps. Sans l'avoir poursuivie dans cette intention on en attendait en haut lieu un recul communiste aux élections. Or, le P.C. a recueilli à peu près le même pourcentage de voix qu'en 1951. Contre lui, les réalisations sociales n'ont servi de rien.

Ces déceptions ont leur origine dans la méconnaissance de la nature véritable du fait communiste : il ne constitue pas un fait social. Il est essentiellement un fait politique. Le parti communiste attire à lui et gouverne toute une partie de l'opinion de la même façon que les autres partis. Il est infiniment mieux organisé qu'eux, et sa science du maniement des masses est sans commune mesure avec la leur. Mais lui aussi met en avant des idées, des sentiments, une conception particulière du gouvernement de la nation ; il possède même cette habileté suprême d'isoler de l'expérience les esprits qu'il envoûte, si bien que les réalisations les plus dignes d'éloge perdent auprès d'eux toute efficacité démonstrative.

De même la C.G.T. n'apporte presque jamais rien aux travailleurs, et très souvent ce qu'elle leur apporte est illusoire, bien qu'elle le leur fasse payer très cher. Mais elle est présente sans cesse partout, presqu'auprès de chaque salarié. Elle n'en laisse presqu'aucun penser par lui-même : par tracts, affiches, prise de parole, contacts personnels systématiquement organisés, elle lui impose des slogans, des mots d'ordre. Bref, elle s'empare de lui. Pas besoin pour expliquer cet assujettissement d'invoquer les conditions économiques ni la mystique : la politique suffit. La seule nouveauté est dans l'application méthodique, minutieuse et constante des moyens habituels de la politique.

ENFIN, UN DEMENTI...

Dans notre numéro du 17 mars 1956, nous nous sommes fait l'écho d'une information publiée par notre confrère « Dimanche-Matin » concernant un ordre qui aurait été donné aux « chasseurs » français de ne pas décoller quand des avions étrangers venaient parachuter armes et ravitaillement aux rebelles de l'Aurès. Nous écrivions que nous attendions toujours un démenti à ce renseignement publié par notre confrère le 12 février 1956.

Le 19 mars 1956, l'officier de presse de la 5e région aérienne (Algérie) a enfin opposé le plus formel démenti à cette information. Démenti que nous publions spontanément et qui nous permet de mieux respirer pour nos soldats en Algérie.

Mais que va répondre « Dimanche-Matin » qui assurait avoir « l'ordre sous les yeux » ?

P. F.

Bibliothèque de Sciences Po

LES BAS-FONDS

de MAXIME GORKI, au Théâtre de l'Œuvre

TOUT au long du spectacle, Sacha Pitoëff tire la pièce de Gorki par un bout, le mélodrame par l'autre. Sacha Pitoëff a gagné, mais quel tour de force ! Il y avait dans cette peinture de la faune misérable vivant dans une cave des bas-fonds de Saint-Pétersbourg, suffisamment de naturalisme naïf, de réalisme pontifiant, de cruauté calculée pour la faire définitivement sombrer dans le ridicule. Il est possible et même vraisemblable qu'à sa présentation au Théâtre d'Art de Moscou en 1902, elle ait fait sensation par son audace ; sa reprise en 1922 à la Comédie des Champs-Elysées par Georges Pitoëff pouvait encore faire frissonner, peut-être même émouvoir. Aujourd'hui ses clichés nous font terriblement penser à de l'Eugène Sue débarbouillé à l'eau de rose !

Sacha Pitoëff n'avait qu'un atout pour nous faire accepter la pièce ; mais il a su le jouer avec cette virtuosité qui semble congénitale dans la grande famille et qui doit se transmettre de génération en génération au chevet des mourants comme ces secrets jaloux de nos anciens sorciers. Cet atout, c'est l'incertitude, la poésie flottante, la nonchalance spirituelle que l'on retrouve au fond de toute âme slave et que Gorki sans le vouloir avait mis dans ses « Bas-Fonds » Cela donne sa saveur et son accent à la pièce, cela estompe et noie les excès dans une brume mélancolique qui cache insidieusement les gestes trop connus, les situations trop usées. Sacha Pitoëff par ses affinités était admirablement placé pour traduire et nous faire ressentir cette douceur rêveuse. Doucement, insidieusement le mélodrame devient poème lyrique, les personnages évoluent dans un décor brumeux, lointain, d'un charme étrange.

Bien sûr, ces misérables et ces ivrognes académiques ne nous émeuvent pas. Ce couple de « tauliers », rapaces, cette passion de la patronne pour le beau tire-laine Vaska, ce comédien raté devenu alcoolique, ce serrurier qui préfère ses outils à sa femme, tous ces vagabonds déchus sont terriblement conventionnels. Les clochards empesés de Gorki ne nous attendrissent pas. Mais, guidés par Sacha Pitoëff, nous les regardons vivre dans leur ombre, dans une sorte d'univers ouaté, et leurs évolutions de poissons en bocal nous procurent un plaisir étrange et passionné.

Il fallait pour soutenir une telle pièce une troupe admirable, elle l'est ! Julien Verdier, Carmen Pitoëff, Jean Champion, Alain Soury, Etienne Bierry jouent avec une sobriété, une chaleur intérieure qui donnent une vie véritable à des silhouettes qui en étaient privées et créent le drame là où il manquait gravement. Palau incarne avec une richesse de nuances savoureuse le vagabond philosophe Louka. Tristan Sévère et Gilberte Rivet ajoutent leur talent à celui du reste de la troupe pour nous faire passer dans ces « Bas-fonds » désuets de bien curieux moments de plaisir.

Frédéric BREMONT.

MUSIQUE

Une très précieuse " Heure belge "

Lorsque nos amis belges viennent à Paris, ils sont toujours certains d'obtenir un franc et légitime succès. Ce fut encore le cas l'autre soir, lorsque M. M. Rastrin (professeur au Conservatoire Royal de Bruxelles, membre du Jury du Prix de S.M. La Reine Elisabeth, membre du Jury du Prix Marguerite Long-Jacques Thibaud) et M. Dumortier, également professeur au Conservatoire de Bruxelles, donnèrent une fort intéressante séance de sonates. Chez M. Rastrin, on reconnaît l'admirable Ecole violonistique franco-belge. Excellent disciple d'E. Ysaye, il possède une belle amplitude sonore, une facile élocution d'archet, une assurance qui se joue des plus subtiles difficultés techniques. M. Dumortier se souvient de l'éminent Maître Arthur de Greef ; son jeu clair, sa puissance sonore, sa maîtrise musicale demeurent incontestables.

Les sonates classiques bénéficièrent donc d'exécutions extrêmement soignées.

Au sujet de l'œuvre de Marcel Quinet, intéressante, mais un peu déroutante, il nous revient à l'esprit la célèbre phrase de Couperin le Grand : « J'avouerai franchement que j'aime beaucoup mieux ce qui me touche que ce qui me surprend. » Le public parisien, par de longues ovations, prouva toute sa sympathie à ces deux interprètes qui font le plus grand honneur à leur Pays.

A. CASTEL.

Les Livres

Giono par lui-même

L'ELOGE de la collection « Ecrivains de Toujours » n'est plus à faire. Nous nous souvenons tous de l'excellent « Laclos » de Roger Vailland, ou encore du « Marivaux par lui-même ». Le dernier ouvrage de cette collection est consacré à Jean Giono, écrivain difficile pourtant à découvrir, parce que nous paraissant si étranger et si lointain.

Claudine Chonez, qui nous présente Giono, a su mener habilement la lente progression que l'on doit observer pour comprendre l'ermite de Manosque. Tout naturellement c'est l'homme de la nature qui apparaît, celui qui nous a dit : « L'homme traversé, imbibé, lourd et lumineux des effluves, des influences, du chant du monde. » Et en effet il sent cette CORRESPONDANCE entre ces deux modes de vie, celui de l'homme et celui de la nature ; il y a là pour lui une intime communion. C'est ce que nous avions ressenti en lisant « Que ma joie demeure », puisque la joie ne venait que de la nature.

Et quelle nature. Non pas celle des plaines du Nord, riches et indifférentes, bourgeoises en quelque sorte ; ni l'écrasante forêt de la montagne, si triste parfois. Giono préfère la campagne nue de la Provence, celle qui impose la lutte la plus féroce à l'homme. C'est le pays des villages perchés, où l'homme fait confiance à la nature pour le défendre de l'homme.

Car c'est un autre thème de son œuvre que l'amour de la solitude, le refus du contact avec la foule, la cruauté nécessaire parfois. Thème qui n'est d'ailleurs pas opposé au premier, mais qui rétablit l'unité de l'œuvre. Nous ne pouvons nous contenter d'un amour, si profond peut-il être, de la nature ; il nous faut une référence vers l'homme, un humanisme qui n'est pas dégradant, un altruisme qui ne nous détruit en rien.

Aussi n'est-il pas étonnant de trouver, dans toute son œuvre, la joie. Altruiste d'une dureté contenue, appollinien et dyonisiaque, panthéiste pur, Giono a appris de la nature la grande loi du plaisir, ce plaisir que l'on sent frémir parfois en nous, intense et éclatant. Au travers de ses peines et de ses luttes, la nature vit et chante ; c'est cela que Giono a voulu nous dire. Nous pouvons certes penser que c'est couper trop brutalement tous les liens qui nous unissent à une collectivité dont nous vivons tous ; mais n'est-il pas possible d'extrapoler ce sens de la vie pleinement vécue jusque dans nos relations les plus quotidiennes, afin de nous dégager de certaines mesquineries morales qui nous viennent des autres.

François MORETTI.

Mounier et sa génération

Lettres, carnets et inédits

Aux Éditions du Seuil

MOUNIER naquit à Grenoble un jour pour jour après moi, le 1er avril 1905. Nos destins se sont croisés trois fois. Je le tiens pour un authentique saint. Et pour l'un des plus néfastes politiques qui aît paru sur cette terre de France. Sans doute l'Eglise catholique lui doit-elle d'avoir recouvré une sympathie émouvante du côté de ce qu'on est convenu de nommer l'intelligentzia. Mais le « gauchisme » systématique des esprits qui nous entraîne vers la géhenne du moyen-âge « à la Russe », qui promet nos terres charnelles à la domination des Asiates, et cette ahurissante complaisance à obéir perinde ac cadaver aux Ukases rouges — même sur le plan de la plus indépendante science (voyez génétique et biologie), et cette adhésion à toute horreur rouge (voyez régime concentrationnaire) dans la même âme que scandalise la même horreur teintée de blanc ou de noir — toute cette imposture permanente en un mot qu'un Sartre magnifie aujourd'hui — s'est étendue à l'immense secteur des familles spirituelles de feu la Droite par l'action d'hommes comme Mounier. Je l'écris sans hargne, et simplement parce que, dès le départ d'Esprit, cela s'est imposé à moi comme une évidence. Qu'ont confirmée les devenirs.

La distribution des « Lettres, carnets et inédits » a été faite essentiellement par Paulette Mounier-Leclercq et Pierre-Aimé Touchard. Il y a donc dans cet encadrement, une indication non récusable des tendances politiques des « Fils d'Esprit ». La liste, en particulier, des événements est significative. Or, cette époque est dominée par la guerre, ou si l'on veut par ce phénomène insolite : l'Hitlérisme. Reportons-nous donc aux dates-clés. D'abord et surtout le Pacte de Moscou, cette brusque accolade de Joseph et d'Adolf, « renversement d'alliance » dont rien aujourd'hui ne peut nous donner idée. Car une subite étreinte de Boulganine et de Eisenhower n'aurait pas valeur d'étonnement ni de guerre pour des tiers : Or le Pacte n'est même pas mentionné dans les cahiers. Deuxième date : 30 janvier 33. Cette bouleversante arrivée de Hitler au pouvoir est notée en préface. Qu'en dit Mounier dans ses lettres ? Le 5 février, le 8, le 9, le 12, le 14 et le 29, il n'est question que de l'Eglise. Or, les compétiteurs apologétiques ont bien pris soin de nous dire dans la Préface que tout le « contexte privé, anecdotique ou accidentel » a été écarté : Alors ? Selon l'explication marxiste des événements, la Deuxième Mondiale a pour cause unique la crise de 1929 — tout comme la guerre de Corée ne doit rien à l'agression du Sud par le Nord, mais tout à une menace de dépression dans l'économie américaine. Reportons-nous donc à 1929. « Sur ces entrefaites, disent les Préfaciers, en octobre 1829 éclate à Wall Street un krach retentissant qui déclenche une crise économique d'une exceptionnelle gravité » : Un paragraphe entier explique le lien du krach et de la guerre. et conclut : « Mais seuls des yeux avertis savent déchiffrer ces symptômes. » Et sans doute, les yeux d'Emmanuel Mounier n'avaient-ils encore pas été ouverts à la lumière politique par la grâce marxiste puisque ses lettres et entretiens ne font pas mention de cet enchaînement. Le krach ne l'a ému qu'en « rétrospective ».

...L'émotion que dégage ces sortes de carnets ressortit au formulaire marginal des Personnalités. Volens nolens quel sillage laisse Mounier dans le ciel des Familles Spirituelles ? Il s'inscrit dans la ligne des Lamennais et des Lacordaire, des Peguy et des Marc Sangnier, de ces « conciliateurs » de l'Eglise catholique et de la Révolution. Il l'écrit en propres termes : « Montrer que l'on peut être pleinement catholique et pleinement révolutionnaire. Or, la religion est chose de l'âme, la révolution, comme toute politique, parce qu'incarnée, est nécessairement une dégradation. Le mélange des deux est aussi désastreux que leur excessive séparation. Il est cocasse de lire les jugements de Mounier sur les Sillonistes : « Pauvres pâtes généreux, débris inondés de douceur » (8 juin 1934). A la même date, les autres contacts sont significatifs. « Hier à Sèvres, à midi, en plein printemps, j'ai parlé d'Esprit aux Sévriennes, dans cet étrange cercle d'études catholiques dont la moitié du public est communiste. Très sympathiques, les communistes se tournaient vers leurs camarades catholiques en disant : « Si vous aviez parlé ainsi, nous n'aurions pas dit qu'Esprit était fasciste... »

Le soir chez les étudiants allemands — national-socialistes. Ils ont essayé, avec une rare politesse et un enthousiasme contenu et attentif, de dépeindre les valeurs spirituelles d'obéissance, don total au chef. (« Laisser à un homme risquer toute sa chance » me dit l'un d'eux).

C'est vers cette époque que, à mon avis, Mounier et Esprit se sont égarés. Alors, en effet, un des rares hommes perspicaces de notre époque, Gaston Bergery, dessinait les ruptures nécessaires et les nécessaires lucidités. Sa première démarche était le Front Commun. Sur la rupture d'Esprit avec la Troisième Force, les cahiers apportent peu de lumières. On sait assez par quelle pente Esprit rejoignit au contraite le crypto communisme. Du moins ne fut-ce pas par une spéciale estime de « l'homo communistus ». En juin 35, si Mounier cède, ce n'est pas à la séduction. Lisons plutôt : « Confrontation sur « l'humanisme » avec Maublanc, Guéhenno et Friedmann. Reçu avec toutes les marques de déférence, jusqu'à m'en écœurer. Aragon s'agite autour de moi comme une petite mondaine... »

« ...Congrès surchauffé pour la Défense de la Culture. Certes un impressionnant tableau si l'on reporte à l'âge de Barrès : l'intelligence est à gauche incontestablement. Une estrade où l'on passait de Gide à Huxley par Malraux, Bloch, Guéhenno, Benda, Chamson, Waldo Frank était une belle estrade. Mais que de conformisme, que de platitude avec le Grand Staline et l'U.R.S.S. infaillible ! Même impression qu'à Rome : des séquences d'orateurs venant appuyer sur la même corde d'enthousiasme pour produire par la masse ce que j'appellerai un effet de conviction à l'usage des esprits dociles. »

A peu de temps de là, soucieux d'unifier les efforts parallèles, je préparais une rencontre de Marc Sangier et d'Emmanuel Mounier. Sachant la faible estime de ce dernier pour ce qu'il appelait le « Pacifisme verbal », je conduisis Marc au premier pas. Nous gagnâmes cette brasserie de Saint-Sulpice qui était alors le rendez-vous d'Esprit. Il me souvient du dialogue intense. Les Sarrois venaient de voter leur rattachement au troisième Reich. Mounier affirma : « Sarrois, j'aurais voté comme eux afin de prendre ma part du péché commun. » « Dites au moins, précisa Marc, ma part de conséquences du péché. » Le philosophe venait de s'avouer, d'avouer les principes de sa « politique ». Quand nous eûmes quitté les gens d'Esprit, Marc me dit : « Ne trouves-tu pas que ces gens-là disent dans un jargon compliqué des choses très simples ? » « Des choses très simples et très redoutables. Car une bonne politique est tout autre chose qu'une bonne morale. Le malheur sur la planète peut être fort utile au salut des âmes. Mais l'objet d'une politique saine est d'éviter la guerre, de mieux distribuer les richesses, de protéger enfin du malheur public un espace et un peuple et non de prévoir les destins métaphysiques des humains. »

Autant le Politique était fumeux, autant l'homme pouvait séduire. Il irradiait de la lumière, son visage torturé portait témoignage du Christ, son humour était non méchante, et jamais je n'ai trouvé en lui quelque trace d'orgueil, ce péché « normal » des philosophes. Les cahiers le font revivre de saisissante et discrète manière, comme une « Histoire d'âme » exceptionnelle et nuancée. Le Mounier connu, héroïque et ardent, est peut-être moins « communiant » à cet égard que le Mounier des solitudes intérieures.

« Il y a des jours où je ne sens plus mes sentiments élémentaires. Lefranc m'écrit justement : c'est ça, la souffrance et non pas les grandes symphonies en mineur, si fortifiantes. » D'ailleurs, son action même, son action publique, fut dès le principe un grand renoncement, car il aimait le silence, le « bienheureux anonymat des intimités. » A ce sujet les carnets sont d'une rare richesse de révélation. Ils confirment psychanalytiquement, dans la mesure où je puis me prononcer, que cet homme fut grand, que l'obsession du Christ et du Christ crucifié fut sa vie quotidienne, qu'il a porté sa croix et a suivi son maître.

...L'homme qui écrit une lettre se surveille moins que celui qui écrit un livre. Mais en notre âge de « Littérature », un « Chef d'Ecole » se surveille jusque dans ses carnets intimes. A travers le Gide, Mounier en est exempt. Il est dans ses lettres où le plus strict puriste cotoie le laxiste, le plus naturel des hommes, le plus humain, le plus drôle, le plus fidèle à cette tradition des mémorialistes qui ne se prennent pas au sérieux et ne mêlent jamais leurs idées et leurs personnes. Cet inventeur du Personnalisme, cette personnalité attachante, est le moins « personnel » des écrivains. A ce titre, les carnets passionneront ma génération. De Grenoble où mon père était son camarade, à Dieulefit et au Vercors qui me sont familiers, de Jacques Chevalier à Henri Lefebvre, de Maritain à Chamson ou Guehenno, les carnets font revivre « mon époque », me rappellent des visages et des instants. Mais que diront-ils aux jeunes d'aujourd'hui ? Et que sera, dans l'Histoire, Emmanuel Mounier ? Une anecdote en moi répond. Il avait refusé mon « Plan d'un Pacifisme concret » (paru ailleurs) et me le redemanda la guerre venue. Je lui répondit : « Maintenant il est cadue. La médecine n'intéresse plus les cadavres ». Emmanuel Mounier est encore le maître à penser d'un grand nombre. L'Histoire le jugera après la Révolution qui menace. Il reste en tout cas pour moi un héros inutile et celui qui voyait dans le fait qu'un riche voyage, et en troisième classe « une technique des moyens spirituels » où je n'apercevais — et n'aperçois toujours — qu'un inutile encombrement des wagon de 3e.

Abel CLARTE.

LISEZ
VIGILANCE
Bi-Mensuel
Politique, Littéraire et Social
Pour la défense des Français
12, rue Jean-Marc Cathala
MARSEILLE
Le Numéro : 30 Francs

Bibliothèque de Sciences Po

UN PROJET DE RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

LA FRANCE n'est plus gouvernée, car la fonction ministérielle est devenue un moyen de gagner de l'argent réservé à une caste de privilégiés, ou bien encore un moyen de faire triompher les intérêts d'un clan. Ce qui importe pour un ministre, c'est de durer en se compromettant le moins possible, et les détenteurs d'un portefeuille, vivant dans le présent, n'ont aucun souci de l'avenir de la France. S'en soucieraient-ils d'ailleurs qu'ils ne pourraient prendre aucune initiative : ils en sont empêchés à la fois par les routines administratives, par de mesquines questions de majorité parlementaire, par la précarité de leur situation... et bien souvent par leur incompétence.

L'immobilisme est devenu la règle et, le jour où l'on se penche enfin sur un grand problème — questions sociales, Afrique du Nord —, c'est parce qu'il n'y a plus moyen de l'esquiver. Les décisions sont ainsi prises « à chaud », sous la pression des événements. Dans ces conditions, il est impossible de faire du bon travail.

Personne ne conteste la nécessité d'opérer une réforme pour adapter l'enseignement aux conditions de vie actuelles. On en parle depuis fort longtemps, puisque la question avait déjà été soulevée avant la guerre. Toutes les commissions d'étude voulues ont été créées pour préparer cette réforme, et de nombreux projets officiels ont été rédigés. Mais nous sommes loin de la période des décisions, parce que rien ne fait pression sur les pouvoirs publics pour les obliger à se saisir sérieusement du problème. Pourtant la France de demain sera fonction de l'éducation que reçoivent aujourd'hui ses enfants.

Parmi les projets de réforme, le plus raisonnable, le seul qui soit acceptable parce qu'intelligent, réaliste et respectueux des libertés françaises, est celui qui a été élaboré, après plus d'un an de travail, par une commission compétente réunie sous l'égide du « Secrétariat d'Etude pour la Liberté de l'Enseignement et la Défense de la Culture ». C'est de ce projet dont je me propose ici de tracer brièvement les grandes lignes.

Il vise la réforme de structure de notre enseignement, sans prétendre régler prématurément les questions de programmes scolaires. Et, loin de vouloir écarter systématiquement tout ce qui figure dans les divers projets patronnés par l'Etat, il en conserve les points essentiels sur lesquels l'unanimité s'est faite, en leur apportant toutefois certains correctifs dans le but de réaliser « l'heureux équilibre entre la vocation de l'enfant, les intérêts de la nation et les droits de la famille ». Son originalité réside surtout dans l'aménagement d'un « enseignement moyen » pour les jeunes gens se destinant à certaines carrières techniques et commerciales pour lesquelles le baccalauréat classique n'est pas nécessaire.

Selon le projet du Secrétariat d'Etude, l'*Enseignement élémentaire* du premier degré serait un enseignement commun à tous les enfants, qui auraient à le suivre jusqu'à l'âge de 11 ans. Selon leurs capacités et leur orientation, les enfants seraient ensuite dirigés vers l'une des trois branches du second degré : enseignement secondaire, moyen et complémentaire.

L'*Enseignement secondaire* mènerait au baccalauréat classique qui continuerait à ouvrir la porte à l'*Enseignement supérieur* (Facultés, grandes écoles ou même Technique supérieur).

L'*Enseignement moyen* comporterait deux cycles. A la fin du premier — sanctionné par un brevet — l'enfant pourrait, soit entrer dans une *Ecole technique*, soit poursuivre le second cycle qui, après passage d'un baccalauréat spécial, lui donnerait accès à l'*Enseignement supérieur* (en principe Technique supérieur ou certaines grandes écoles, mais aussi, s'il le désire, Facultés et autres grandes écoles).

L'*Enseignement complémentaire*, aboutissant à un examen, permettrait aux enfants de compléter et d'affermir les connaissances de base acquises dans les années d'enseignement élémentaire, puis de poursuivre éventuellement leur éducation professionnelle dans des *Centres d'apprentissage* agricoles, industriels ou commerciaux, pouvant d'ailleurs leur ouvrir les portes des *Ecoles techniques*.

Ce projet reflète le souci de mieux préparer l'enfant à la profession qu'il devra exercer, sans toutefois l'obliger à choisir prématurément et irrévocablement sa voie car, loin d'établir des cloisons étanches entre les diverses branches de formation dont il prévoit la création, il rend possible, à tout instant, le passage de l'une dans l'autre.

S. ROUSSEAU-VELLONES.

Le Maroc, la France et l'Espagne

SUITE DE LA PAGE 1

bliquement la constitution d'un gouvernement marocain de Tétouan dont avaient accouché les diplomates espagnols, il ménagea la susceptibilité du souverain. Or, le seul titre que l'Espagne possède pour obtenir l'ouverture d'un dialogue direct, est le droit moral que lui confère la reconnaissance de Mohammed V envers une nation qui lui demeura fidèle pendant son exil.

Lorsque je suis descendu le 16 mars à l'aérodrome de Barajas, un ami m'a aussitôt glissé dans la main un numéro de téléphone : 3605-42. C'était celui de Si Allal El Fassi et Si Allal El Fassi quittait Madrid le lendemain matin. Malheureusement, comme si une consigne avait été donnée, le téléphone de Si Allal El Fassi ne comprenait pas le français. J'ai heureusement cette chance de compter parmi mes amis madrilènes Don Céferino L. Maestu, journaliste de grand talent, qui se lia d'amitié avec Si Allal El Fassi en décembre 1952, à l'hôtel Carrera de Santiago-du-Chili, à une époque où le leader marocain faisait une tournée à travers l'Amérique du Sud avant d'assister à l'Assemblée Générale de l'O.N.U. M. Maestu put avoir un long entretien avec Si Allal El Fassi qui lui déclara :

— Le plus important, c'est que soit proclamée l'indépendance du Maroc. Au sujet de l'interdépendance, nul n'a encore défini en quoi elle consiste. Par conséquent, on ne peut en juger pour l'instant... Je considère la négociation directe entre le Gouvernement espagnol et le Sultan comme absolument nécessaire, afin de pouvoir étudier l'union des deux zones et définir les relations qui doivent être maintenues entre les deux pays et que, quant à moi, je définis pour l'avenir par l'amitié et l'étroite coopération. A ce sujet, je sais qu'il existe des contacts entre le Gouvernement espagnol et le Sultan... Mon entrevue avec le Ministre espagnol des Affaires Etrangères, M. Martin Artajo, fut très cordiale et pleine de compréhension, quoique je n'eus pas besoin de cette entrevue pour m'assurer de la bonne disposition du Gouvernement espagnol sur le problème marocain. L'indépendance du Maroc, voyez-vous, est le grand succès des partis nationalistes. Et c'est pourquoi le communisme n'est pas un danger parce qu'il n'a joué aucun rôle dans les événements historiques actuels du Maroc... Je crois que nous ne passerons pas l'année 1956 sans que le Maroc ait été admis à l'O.N.U. et je crois que l'entrée de mon pays dans la Ligue Arabe est une chose logique et très prochaine.

Invité à préciser s'il allait se fixer définitivement au Maroc, Si Allal El Fassi répondit :

— Ma résidence restera fixée au Caire.

Au sujet des accords passés entre la France et les U.S.A. pour l'établissement de bases au Maroc, le leader de l'Istiqlal précisa :

— Le Maroc, qui ne participait pas à ces négociations, ne reconnaît pas l'existence de tels accords. Mais le gouvernement marocain est à mon avis dans la meilleure disposition pour négocier avec le gouvernement de Washington.

Les divergences fondamentales qui existent entre le jeu politique du Sultan et celui de Si Allal El Fassi ne sont pas mises en évidence à Madrid. Les uns les ignorent. Les autres feignent de les ignorer.

En fait, le gouvernement espagnol a tendu un piège diplomatique à la France au Maroc et s'y est fait prendre. Le jour où Mohammed V fut déposé, l'Espagne crut bien qu'il ne remonterait jamais sur son trône et en apparaissant comme la puissance protectrice des Marocains légitimistes, elle se désolidarisait du Sultan des Français et retrouvait son indépendance d'action. Le retour de Mohammed V et les négociations franco-marocaines mirent Madrid sur la touche et l'Espagne ressent actuellement à l'égard de la France une colère rageuse qui n'est pas faite de haine mais de rancœur et qui serait un peu celle de la sœur cadette qui voit son aînée convoler en justes noces avec le fiancé de ses rêves.

Jean-André FAUCHER

Le Directeur de la Publication :
A. SOYER.

Imp. Les Presses Continentales
40, rue du Cherche-Midi
PARIS (6e)

BLOC-NOTES

• DESTALINISATION.

Ainsi, ce que nous avons dit de Staline durant sa vie, voici qu' « *Ils* » le disent après sa mort.

Confirmation de ce pressentiment que, ceux de la dernière charrette ont pris les devants et thermidorisé Robespierre de Géorgie.

Mais n'allons pas croire que cette nouvelle route changera d'un pouce la Foi des croyants. Ceux qui n'ont pas compris *encore* que le communisme est la fin de l'esprit, le moyen âge de toute culture, l'abêtissement poursuivi jusque dans les recoins du plus intime Ego — ne le comprendront jamais.

Bien au contraire. Déjà le *Canard Enchaîné* — sans doute par nostalgie des chaînes — stigmatise les sceptiques. J'en arrive à préférer les communistes à tous ces animaux malades du désir de pouvoir le devenir.

Un jour — du vivant de Joseph — je dis à Henri Lefebvre : « *Le pire qui pourrait vous arriver serait d'être contraint de vivre en U.R.S.S.* » « *Ils en sont à leurs balbutiements* » me répondit le philosophe, qui lui n'est pas naïf.

C'est nous qui balbutions aujourd'hui. Et avec quelle mimique ! Boulganine Kroukrou auraient tort de se gêner. Du temps que l'autre était encore « *la rosée du Désert, le faucon des Altitudes, le génial Père des Peuples, l'Incomparable* (*car si l'on peut trouver comparable au soleil* »), etc... — « Ils » ont conquis les Etats Baltes, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, Sakaline, etc., etc...

Les ont-ils rendus ? Et libéré l'Allemagne ?

Ont-ils ouvert les camps de torture où croupissent vingt millions d'esclaves ?

Alors — à d'autres — de voir la *Pravda* à l'heure de la vérité.

Mais de grâce qu'ils n'aillent surtout pas changer les noms des villes et des monts. C'est tout ce que le Vieux a fait de mieux. C'est si commode à retenir le Pic Staline (300 m. de plus que le Pic Lénine) — et Stalino, Stalinsk, Stalinabad, Stalingrad, etc...

• LES FUITES.

Que Mons, Turpin, Labrusse soient coupables au sens « juridique » du mot je n'en ai nulle idée.

Un homme ne trahit que lorsqu'il va à l'encontre de *sa* conscience.

Que de cryptocommunistes cèdent aux exigences d'une conscience communiste est banal et normal.

Si la République chargeait un Père Jésuite du ministère de l'Education Nationale, faudrait-il s'indigner le jour où il bavarderait un peu trop avec son Général ?

Rassurez-vous : la République ne fera jamais cela. Ce serait un beau tollé !

Mais confier les secrets atlantiques aux amis de l'U.R.S.S., cela paraît normal.

Le scandale est là. Il est tout là. Il n'est que là.

• DU COTE DES MANDARINS.

Lu dans *Le Figaro* : « Pour faliciter introduction auprès écoles et lycées, important Hebdo Jeunesse recherche Haut fonctionnaire Enseignement en retraite, pouvant voyager province, si possible voiture, collaboration vivante très intéressante, situation stable bien rémunérée. »

Rapprochement : de « *L'imprévisible Monsieur Durand* » de Georges Rotvand, les désirs des Français consultés par l'Institut de Statistiques :

« La retraite à 55 ans ».

Une exception : les Universitaires.

Leur réponse est : *le plus tard possible.*

O Mater Alma ! — Mère du Progrès... Source des Temps Nouveaux — de la Fraternité et de l'Egalité — Ennemie des Cumuls, Amie du « Place aux Jeunes »...

Respectable ? ou Respectueuse ?

Abel CLARTE.

A NOS ABONNES

L'HEURE FRANÇAISE paraît désormais chaque quinzaine pour atteindre un tirage de vingt mille exemplaires par numéro. Nous informons nos abonnés qu'ils peuvent nous demander, par courrier, de doubler la durée de l'abonnement qu'ils ont souscrits ou qu'ils vont souscrire, pour la période où nous serons « bi-mensuel ». Sans autre avis de leur part, nous considéreront qu'ils acceptent le sacrifice de maintenir, provisoirement, leur abonnement hebdomadaire et nous les remercions d'avance de nous apporter ainsi un soutien dont nous avons besoin.

Bibliothèque de Sciences Po